L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 1er AVRIL 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 1er AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par O. Valeton, aux Nos 93 et 95 de la rue des Magasins,— marrons, saucissons de Boulogne, pâtes d'Italie, artichauds.

Grandes occasions.—Aujourd'hui à midi à la Bourse, St-Charles, M. C. E. Girardey offrira à l'encan des magasins rue Canal et rue Poydras, dans le premier et quatrième district, des maisons de résidence, des habitations établies en sucreries, des titres de terre, des bills recevables, &c., &c., pour le compte de successions et autres. Toutes propriétés qui doivent être vendues pour vrai mut et dont voici la liste :

1. Pour la succession de L. F. Generes, la plantation établie en sucrerie "Victoria Viejo" dans la paroisse Ste Mary, attenante au village opposé de Pattersonville et près de Brashear City. Magnifique propriété.

2. Dans l'affaire de Mme Lott'a C. Elliott contre Mme V. C. Burke, exécutrice de la succession de Hampton Elliott.

Le magasin en briques à quatre étages et résidence No. 180, rue Canal, entre les rues Baronne et Dryades.

Les maisons en briques à trois étages désignées par les Nos. 240, 242 et 244 et formant le coin sud-ouest des rues Canal et Liberty, admirablement bonnes pour groceries en détail ou résidences particulières professionnelles. Excellent placement pour le moment et pour l'avenir.

4. La double maison en briques à deux étages immédiatement sur les derrières des précédentes, désignée par les Nos. 10 et 12, rue Liberté près du coin de la rue du Canal.

5. Pour clore la succession de Jas. Hullin.

Cet excellent emplacement d'affaires—le magasin en briques à trois étages, rue Poydras 142, entre les rues du Camp et St-Charles, loué $1,200 par an.

6. Cette jolie maison de bois, à deux étages, avec la façade et un jardin de côté faisant l'encoignure des rues Baronne et Joséphine.

7. Ces jolies maisons doubles, en bois, nouvellement construites et bien louées, formant l'encoignure des rues Baronne et Joséphine, et excellentes pour placement. Le voisinage est un des plus agréables du quatrième District.

8. Cette résidence en briques, à deux étages, solidement bâtie et d'un bon revenu avec jardin, formant le coin Nord-Ouest des rues Bassin et Commune.

9. Pour la succession de J. P. Higgins.

La grande cottage avec six lots, formant le coin Nord-Ouest des rues Quatrième et Laurel. Voisinage calme et respectable.

10. Neuf lots de valeur, rue Bienville, entre les rues Tonti et Rochelave.

11. Le bâtiment entier de Winter pour un million d'acres de terres des Etats-Unis.

12. Divers bills recevables et titres contre l'Association Nationale de Banque de la Nouvelle-Orléans.

Pour conditions et détails voyez l'annonce descriptive et officielle et plans à la vente.

SPECTACLES.

Samedi 1er Avril

VARIETES.—A midi et le soir.—Hunted down.

ACADEMIE.—A midi, Eau Lynne, le soir, le Child Stealer.

STADELMAN.—A midi et le soir.—Le Tour du Monde en 80 jours.

L'Etat n'est pas responsable de certaines dettes.

Il y a des gens qui aiment à semer l'alarme et qui prennent plaisir à rassembler les nuages les plus imperceptibles et les plus lointains de l'horizon pour en faire un sombre tableau et obscurcir les situations les plus simples et les plus claires. C'est ce qu'ils viennent de tenter à propos de la dette dont l'Association Consolidée des planteurs de la Louisiane est encore chargée aujourd'hui. Cette ancienne banque, pour achever sa liquidation, doit payer une dernière somme d'environ $500,000, qui sera échue dans quelque mois. Suivant des actes passés en 1828, 1830, 1835 et 1836, l'Etat ayant avancé $4,837,000 de bons à l'Association Consolidée aux mêmes termes et conditions qu'à la Banque des Citoyens, on en conclut que si la Banque ne paie pas, il faudra que l'Etat paie pour elle.

C'est là une erreur considérable, facile à démontrer. Les $4,837,000 avancés en bons par l'Etat ont été empruntés par la Banque sur des garanties réelles, suivant les clauses des actes précités. Chaque prêt devait être représenté par des actions affectant des valeurs réelles, qui ne disparaissent pas d'un jour à l'autre, et les clients même de l'institution, qui lui ont remboursé ce qu'ils en avaient reçu, sont solidairement responsables des sommes qu'elle reste devoir. Ils n'ont plus rien à payer, c'est vrai, mais tant que les créances ne seront pas couvertes ils auront à craindre les poursuites de la Banque, de l'Etat ou des porteurs de bons. Il suit de là que les $500,000 qui restent dûs sont garantis par toutes les valeurs qu'avait la Banque à l'époque où elle emprunta de l'Etat le capital de $4,837,000. Or, comment supposer qu'on ne puisse pas faire sortir de là une somme de $500,000 qui n'en forme pas même la neuvième partie.

Nous admettons parfaitement que cette solidarité dont nous parlons est chose abusive et que jamais Banque n'eût dû être constituée sur une telle base. Des embarras pareils à ceux qu'on signale aujourd'hui arrivent toujours quand on vent se servir de capitaux par trop fictifs. La combinaison se soutient tant que les événements lui sont favorables, mais elle croule le jour où, les circonstances changeant, le crédit s'alarme et devient exigeant. Cela explique la chûte en 1837 de ces innombrables banques qui s'étaient formées dans tous les Etats de l'Union au moyen d'un acte notarié et d'une charte quiconque que les législatures ne refusaient jamais. Il fallait bien avoir alors une réserve et un fonds de capital en espèces, mais nulle autorité n'y regardait de près, et quand ces institutions fermèrent leurs portes on ne fut pas surpris d'apprendre qu'elles n'auraient jamais dû les ouvrir, car leur avoir consistait tout entier en chiffons de billets sans aucune espèce de garanties métalliques.

L'association consolidée des Planteurs de la Louisiane ne ressemblait pas à ces dernières banques ; mais tout en offrant de bonnes garanties à ses bailleurs de fonds, elle ne vivait pas moins d'un crédit factice et ne dépendait pas moins des événements. Ce qui le prouve c'est qu'à la reprise des payements en espèces, elle fut obligée aussi, comme tant d'autres, de mettre un terme à ses opérations, n'ayant presque rien dans son caveau pour représenter—en espèces sonnantes ou en valeurs métalliques—même la plus minime partie de sa circulation de papier.

Il en arriva autant à la Banque des Citoyens. Cette dernière institution, par un acte de 1836, reçut de l'Etat une avance de fonds représentant en bons la somme de 12 millions de piastres. Cette somme était immense vu l'époque où elle fut émise. L'Etat de la Louisiane n'avait pas alors 500,000 habitants. A qui donc devaient profiter ces 12 millions, plus les 5 millions de la Banque consolidée, plus les millions de 14 autres banques qui opéraient à qui mieux mieux sur le marché de la Nouvelle-Orléans, ville qui n'était pas la moitié de ce qu'elle est aujourd'hui, mais à laquelle on prédisait les plus brillantes destinées et qu'on représentait partout comme la rivale de New York ? Le fait est qu'alors le commerce d'exportation de la Nlle-Orléans dépassait le commerce d'exportation de New York.

Ce vaste capital, fictif ou réel, profitait au commerce et à l'agriculture. On jouissait d'une paix profonde et on avait assez de revenu pour employer chaque année une grande partie du capital à l'achat de travailleurs venant du Missouri, du Kentucky, du Delaware, du Maryland et de la Virginie. On ne peut pas dire que ce fût l'âge d'or, mais on peut dire que c'était l'âge du crédit, et on en abusa.

La 5e section de la loi de 1836 porte : "que pour la garantie des bons que l'Etat doit émettre en faveur de la Banque des Citoyens, et de l'intérêt de ces bons pour lesquels l'Etat s'engage, toutes les sécurités accordées par l'acte d'incorporation de la dite banque aux porteurs de ces bons, sont transférées à l'Etat et aux porteurs de bons qui pourront être émis par la suite en vertu du dit acte...."

La Banque a payé l'intérêt sur les bons et en a racheté la plus grande partie. Elle reste devoir encore une somme de 4 millions 200,000 piastres environ. Pour faire ses payements, pendant deux années, il lui a fallu imposer une taxe d'une piastre et de deux piastres par action, et il aurait fallu continuer la taxe si elle n'eût obtenu de ses créanciers anglais un répit de cinq années au bout desquelles très certainement la prospérité ne sera pas revenue pour tout le monde. Mais dans ce délai la banque pourra vendre les propriétés qu'elle possède, non pas à une grande hausse, mais à des prix mieux soutenus et par conséquent plus avantageux qu'ils ne le seraient si les ventes devaient s'opérer forcément et à jour fixe. On considère généralement que la banque des Citoyens sera en état de faire face à ce reliquat de liquidation sans que l'Etat soit obligé d'y pourvoir en quoique ce soit.

Ici se présente, quant à la responsabilité de l'Etat, une considération majeure. Par le Funding bill ou le bill de conversion de 1874, l'Etat s'est mis en banqueroute, de même que la ville de la Nouvelle-Orléans s'est mise en banqueroute par la loi des bons à primes.

Or, si l'Etat avec l'assentiment de l'immense majorité de ses créanciers a pu, même avec l'assistance des tribunaux, opérer lui-même son règlement final et faire accepter sa réduction d'intérêt et de capital et son terme d'échéance, nous ne voyons pas pourquoi il n'en ferait pas autant pour les dettes de la banque consolidée et de la banque des Citoyens dont il est le garant ? En réduisant donc de 40 pour cent le capital du par ces deux banques, on acquiert la certitude que ces deux dettes seront converties très facilement avec les valeurs immobilières qui leur restent. Nous ne pensons pas que cela puisse faire l'ombre d'un doute. Les valeurs de la banque des Citoyens donneront même un surplus, et une liquidation pareille serait profitable à l'Etat, s'il en était chargé.

Maintenant, l'Etat serait plus autorisé en équité à user de la réduction envers les créanciers des deux banques, qu'il ne l'était envers ses créanciers propres, lesquels cependant se sont soumis au règlement et n'y perdent pas. Les Bons consolidés se sont élevés déjà jusqu'à 70 et seront avant peu à 80 ; ils donnent, en attendant, un intérêt plus fort que les anciens ; comment les détenteurs actuels pourraient-ils se plaindre ?

Quant à ceux des banques, on leur dirait s'ils n'étaient pas satisfaits : Vous nous avez avancé de l'argent à une époque où nous étions riches, à une époque où l'on respectait nos droits et nos fortunes. Nous avons voulu les défendre et nous avons échoué. La Louisiane valait 700 millions, elle ne vaut plus que 250 millions ; c'est le résultat de la guerre qui a produit cette baisse ; c'est le plus fort qui nous a fait perdre 450 millions en travailleurs et en terres. Pourquoi seriez-vous plus privilégiés que les autres créanciers ? Si tous le monde a perdu, il faut que vous perdiez aussi, car à l'impossible nul n'est tenu. Vous aurez des banques ce qui en restera on ce qui nous en reviendra et en équité vous ne devez pas avoir davantage. Nous ne pouvons pour vous établir des taxes que les habitants ne payeraient pas, car ils diraient avec raison qu'ils ne doivent rien pour ce qui n'a pas été dépensé pour eux et ce qui ne leur a pas profité. Jamais la Louisiane n'imposera de contributions pour payer les créanciers de deux banques quand elle n'a pas établi de taxes pour payer les siens propres. L'Etat n'en aurait pas le droit et ses engagements sont nuls à cet égard. Il n'est tenu qu'à veiller à ce que les dépouilles de ces deux banques vous reviennent. Là se bornent tous ses engagements. Si vous en voulez davantage, il faut vous adresser aux Etats-Unis qui nous ont mis dans la situation où nous sommes.

Cette affaire de la liquidation des deux banques ne peut pas se terminer d'une autre manière, s'il y a lieu. Mais le cas ne se présentera pas pour la Banque des Citoyens qui sera pleinement à même de faire face à ses obligations. Quant à la Banque consolidée, il pourrait lui manquer tout au plus $200,000, sacrifice fort léger et que nous prierons MM. les capitalistes anglais de vouloir bien subir pour tous les beaux intérêts qu'ils ont perçus si régulièrement pendant près d'un demi siècle.

PEOPLE'S VINDICATOR. — M. Geo. E. Gillespie vient de faire reparaître à Natchitoches ce journal dont la publication avait été momentanément suspendue. L'ancien rédacteur, M. J. H. Cosgrove, annonce qu'il se retire du journalisme. Le *Vindicator* annonce qu'il continuera la guerre contre le radicalisme sans se prêter à aucun compromis.

RAPPORT DU BUREAU DE SANTÉ.—Nous venons de parcourir le rapport adressé à la Législature par le Dr Chas. B. White, président du Bureau de santé, pour l'année 1875. Ce travail, qui forme un volume, est très intéressant. Il est complet dans les renseignements qu'il donne et dans ses détails, et l'on y trouve à peu près tout ce qui concerne la salubrité de la Nlle-Orléans, et tout ce qui pourrait, dans les vues du Bureau de santé, contribuer à faire à notre ville une réputation bien différente de celle qu'elle a eu jusqu'ici et qui lui a fait tant de tort, car c'est cette mauvaise renommée sanitaire qui a détourné d'elle l'émigration d'Europe. Le rapport dont il s'agit contient plusieurs tableaux de météorologie fort ingénieux et très faciles à consulter ; il contient, en outre, un aperçu général sur l'état des batisses publiques et particulières, sur les maisons d'école, et jusques sur les abattoirs qui sont représentés par de magnifiques croquis embrassant toutes les diverses parties de ce vaste établissement. La question du desséchement occupe une large place dans le rapport du Dr White qui le fait suivre d'une carte très soignée et fort exacte. Enfin, nous y trouvons un recensement de la population, œuvre des inspecteurs sanitaires. Jamais encore on n'avait présenté sur la Nouvelle-Orléans un tableau aussi instructif et aussi complet.

VINS PINS, CHAMPAGNE, &c.—Nous appelons l'attention du commerce et des consommateurs sur l'annonce de la nouvelle maison Bousquet et Poupart, négociants-commissionnaires et importateurs de vins, liqueurs, eaux de-vie, huiles, etc., rue Royale No. 95. La maison se compose de MM. J. Alphonse Bousquet et E. Augustin Poupart, deux jeunes gens actifs et entreprenants. M. E. P. Poupart, connu pour sa longue expérience commerciale sur notre place, a la surveillance des affaires de la maison, dont les relations en Europe sont déjà solidement établies. MM. Bousquet et Poupart ont un magasin un assortiment considérable de vins dans de la maison J. Freyche, de Bordeaux. Ils reçoivent directement des chateaux les vins des crus célèbres chateaux Margaux, Lafite, Yquem et Latour-Blanche. Le champagne qu'ils tiennent est celui de Louis Roederer, un des plus réputés.

Nous appelons aussi l'attention sur la liste de liqueurs supérfines qu'on trouvera dans nos colonnes.

QUINCAILLERIE.—Mr. Charles D. Lallande, attaché depuis quelque temps à la maison de quincaillerie de Keep, Galway & Co., vient d'acheter l'intérêt de ces derniers et continuera les affaires pour son propre compte, au No. 38, rue Tchoupitoulas. Probité, énergie, persévérance, affabilité, telles sont les qualités qui distinguent M. Lallande et qui lui vaudront la confiance et le patronage du public. Le succès lui est d'avance assuré.

Faites
Fortune
En achetant un billet
Dans le prochain et le meilleur
Tirage d'or :
$50 Tirage d'or
Samedi, peuvent gagner 29 avril
$100,000 en or
8,580 lots $502,500 en or
1 chance sur 6. 1 chance sur 6.
Achetez vos billets. Achetez vos billets.

—Balzac, un jour de boutade, parlait des réceptions académiques....

Et voici comme il les définissait :

—Un monsieur avance un fauteuil à un autre de l'air le plus gracieux, puis, au moment où l'autre va s'asseoir, le monsieur retire le fauteuil, l'autre tombe par terre....et l'on rit à ces dépens.....

N'est-ce pas toujours ressemblant ?

CONCERT D'ARTISTES.—Nous apprenons que le ténor Bacci, déjà connu depuis plusieurs années aux Etats-Unis, et qui chantait dernièrement à New York avec la célèbre cantatrice Titjens, se propose de donner, avec le concours de quelques artistes de notre ville, un grand concert à la salle Grunewald, samedi prochain. M. Bacci avait été engagé pour le Mexique, mais il a appris en arrivant ici, que la compagnie d'artistes qu'il devait rejoindre, avait déjà rebroussé chemin et avait renoncé au voyage en raison des troubles qui ont éclaté dans ce pays.

MATINÉES.—L'exploitation des théâtres ici, est sans contredit, l'exploitation devenue la plus lucrative, à en juger par la satisfaction qu'exprimeut chaque jour les directeurs de théâtres depuis l'ouverture de la saison des plaisirs, l'hiver dernier. La gêne financière que nous subissons, conséquence naturelle de la morte saison des affaires, donne à notre assertion un semblant d'impossibilité; mais si étrange, si incompréhensible qu'elle paraisse, elle ne peut être révoquée en doute quand elle est attestée par le dire unanime des directeurs de théâtres, qui, ce nous semble, sont autant de sources irréfutables d'authenticité. Un avis de MM. Ben de Bar et David Bidwell, inséré plus loin, vient avec un admirable à propos appuyer ce qui précède. Ces messieurs annoncent, avec la générosité qui les caractérise, que l'entrée aux matinées aujourd'hui, de leurs théâtres sera gratuite.

Au St-Charles, la troupe des frères Kiralfy jouera le *Tour du Monde*. A l'Académie, l'affiche porte un spectacle monstre que voici : *East Lynne or the Elopement* avec Miss Lucile Western dans les rôles d'Isabel et de Mme Vine ; *Le Carnaval de Venise*, violon, par le maestro Frederico Manberetto ; *Malborough s'en va-t-en guerre*, avec variations, piano, par le signor Harri Starro ; exercices gymnastiques par le professeur Roberts et Pas de deux par Mr E. Hewitter.

Pendant le premier entr'acte une somptueuse collation préparée par M. Daniel Owens sera servie dans le salon attenant au "Dress Circle" *gratis pro omnibus*.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

DE L'ARGENT POUR TOUT LE MONDE

Un veux-tu en voilà.

Nous avons une bonne nouvelle à annoncer à nos lecteurs, une nouvelle qui déridera les fronts les plus sévères et qui attendrira tous les cœurs.

C'est beaucoup dire peut-être ; mais nous ne plaisantons pas, il s'agit d'argent !

En se référant à nos dépêches télégraphiques, on verra que le Secrétaire de la Trésorerie de Washington a envoyé un courrier avec un million et cinq cents mille billets de pièces monnayées, à la Nouvelle-Orléans.

L'agent de la trésorerie et ses sacoches sont arrivés à bon port, hier après-midi.

Cette somme importante n'est pas adressée au boss Packard et n'est pas destinée à acheter des votes, comme dans l'élection du New Hampshire ; car, c'est Pex-maire Flanders, actuellement régisseur de l'Hôtel de la Monnaie à la Nouvelle-Orléans, qui a reçu le dépôt.

Il a pour instruction d'échanger tous les billets de banque, *legal tenders*," pour du bel et bon argent. Ses ordres vont plus loin : il est reçu, pour une raison que nous ne pouvons pas nous expliquer, d'acheter les "*greenbacks*" même s'il lui fallait donner une *prime*.

On ne demandera pas mieux ; assurément, de se débarrasser à jamais de billets graisseux et sales pour palper de l'*argent blanc*. Les deux piastres et les quatre centimes, oubliés depuis longtemps, reviendront à l'ordre du jour. Ce sera une agréable réminiscence des temps *ante bellum*. On n'a qu'à préparer ses billets et à faire queue à l'Hôtel de la Monnaie, car Mr. Flanders commencera *l'échange* dès ce matin à neuf heures.

Diobly versus Field.

Nos prévisions se réalisent. Hier matin, le pseudo juge Lynch, qui occupe actuellement le siége de la Cour dite Supérieure du 1er district, et qui ferait regretter même Jacob Hawkins, si pareille chose était possible, a enfin rendu son arrêt dans le procès intenté par Mr. A. P. Field, avocat général *de facto* de l'Etat, à M. Dibble, agissant comme assistant avocat général.

Cette décision donne raison à tout ce que nous avions avancé, dès le début du procès.

Il y a une vingtaine de pages de papier écolier, et en lisant le grimoire du pseudo juge Lynch, nous comprenons à peu près, que puisque le *gouverneur* Kellogg trouve qu'il y a lieu de faire remplacer Mr. Field par Mr. Dibble, quelles que soient les raisons alléguées par Mr. Field, la volonté du *gouverneur* Kellogg doit être maintenue envers et contre tous.

Nous ne citons pas le texte même de la décision de Barney Lynch, mais nous en donnons la substance.

Mr. Field a commis l'imprudence de déplaire à W. P. Kellogg, et quoiqu'il soit radical, il ne doit plus remplir les fonctions d'avocat-général.

Quant à nous, ayant toujours soutenu que Mr. F. Field n'avait jamais été élu comme avocat-général par les votes des électeurs de la Louisiane, cela nous est assez indifférent en somme qu'il ne le soit plus.

Nous trouvons seulement que les titres de Mr Field, à la place qu'il remplit depuis le premier janvier 1873, sont aussi bons maintenant que lorsqu'il a usurpé les fonctions de l'honorable H. N. Ogden.

Le rapport du Grand Jury.

Le Grand Jury a présenté le rapport suivant :

Hon. Hiram R. Steele, juge de la cour criminelle supérieure, paroisse d'Orléans.

Les membres du Grand Jury de la paroisse d'Orléans ont l'honneur de soumettre leur rapport final.

Pendant leur terme de service, toutes les questions qui leur ont été soumises ont été de leur part l'objet d'une enquête sérieuse, et le résultat transmis promptement à l'avocat de district et à la cour chaque fois qu'il a été nécessaire de le faire.

Nous sommes obligés de renvoyer à cette cour deux ou trois cas les plus récents, l'expiration de notre terme de service ne nous permettant pas de leur accorder un examen aussi attentif que leur importance le réclame.

Tous les papiers relatifs à ces affaires seront trouvés en bon ordre par nos successeurs, ce qui lui permettra de les prendre en considération sans que par notre faute il y ait le moindre retard. Nos visites aux institutions publiques ne nous ont révélé aucun fait à soumettre ; quant à des recommandations en leur faveur, demandant de l'argent, nous sentons qu'elles seraient inutiles. Cependant, nous recommandons aux autorités municipales de faire assainir et dessécher les terrains qui entourent la maison de refuge des jeunes filles, pour éviter les fièvres paludéennes pendant l'été.

La maison de force de la ville (*City Woorkhouse*) coûte beaucoup, considérant l'usage qu'on en fait. Ses officiers déclarent qu'ils pourraient y loger des prisonniers pour la moitié du prix que l'on demande à la prison de paroisse, mais de pareilles questions ne sont pas de notre compétence.

L'expérience des jurés qui nous ont précédés nous apprend que c'est du temps perdu que de critiquer des maux qui dérivent d'actes de la Législature, c'est pourquoi nous nous bornons simplement à constater les plaintes de nos prédécesseurs n'ont apparemment pas reçu de réponse de la part des autorités.

Respectueusement soumis,

E. D. WILLET, Président.

Pris au piége.

Avant-hier matin, un voleur est entré dans la résidence de Mr O. Fredericks, rue Baronne No 185. Il est monté tout d'abord au premier étage, mais ne trouvant apparemment rien à prendre, il est redescendu au rez-de-chaussée, où se trouve le magasin de Mr Fredericks. Le coquin pour se ménager une sortie dans la rue, en cas d'alarme, est allé immédiatement à la porte principale, pour défaire la barre de fer qui la maintient à l'intérieur.

Or, à cette barre de fer était attachée une ficelle qui communiquait à la détente d'un pistolet chargé avec du plomb, dont le canon était pointé à la hauteur de la poitrine d'un homme de taille ordinaire. Lorsque le fripon a tiré la barre, il a fait partir l'arme à feu, et tout porte à croire qu'il a eu la main brisée, car les locataires en arrivant promptement ont trouvé de nombreuses traces de sang sur le plancher. Malheureusement, le bandit avait disparu, passant par la cour.

Une heure après un homme est entré à l'Hôpital de Charité pour faire panser sa main qui était littéralement broyée et s'est retiré aussitôt après l'opération, en déclarant qu'il était employé à la fonderie Leeds, où il avait été blessé accidentellement.

Les circonstances indiquent que cet individu est le voleur en personne.

Le pistolet qui avait été placé par Mr Fredericks dans son magasin, comme un piége pour les filous, avait une charge trop forte, car il a fait explosion, et c'est ce qui explique la nature particulière de la blessure.

CELEBRATION DU NEUVIEME ANNIVERSAIRE DU DEPARTEMENT DE L'INCENDIE DE JEFFERSON.

Une belle procession.

Les pompiers du sixième district, autrefois Jefferson City, n'ont eu qu'un temps passable hier pour la célébration du neuvième anniversaire de leur organisation ; mais leur procession n'en a pas moins été fort belle.

A dix heures, toutes les compagnies gaies s'étant réunies à Lawrence Square, le cortége s'est mis en marche sous le commandement du grand marshal Eugène May, et de ses aides, messieurs H. K. Arbo, Auguste Hanley, de Pioneer No 1, Louis Edler, H. F. Davis, de Home Hand. L. No 1, Jos. Caillott, C. J. Fox, de Protector No 3, Frank Bacher et Chas. Wein, de Young America No 3.

Le cortége a défilé dans l'ordre suivant :

L'ingénieur en chef H. P. Phillips et ses deux assistants, messieurs Geo. Felts et J. Munch.

HOME HOOK AND LADDER NO 1.

Officiers : Eugène May, président, W. H. Zimmerman, vice-président, F. Dalzier, trésorier, J. A. H. De Lôon, secrétaire, C. C. Piper, foreman, L. Lutheigne, 1er assistant, J. Hofman, 2d assistant.

Cette compagnie est composée de l'élite des jeunes gens du sixième District et compte 60 membres actifs, 32 honoraires et 15 honoraires. Il n'en est pas de plus zélés, de plus prompts, et de plus dévoués quand la cloche d'alarme les appelle.

L'uniforme de la compagnie se compose de vareuses bleues et de pantalons noirs.

Les échelles avaient pour tout ornement un énorme panier de fleurs, l'offrande de M. John A. Michel. Home Hook and Ladder No 1 était précédé d'une brillante fanfare et suivi d'une délégation de Irad Ferry No 12, Louisiana Hose, Lafayette Hook and Ladder No 1, Chalmette No 23, St-Bernard No 1, et Star Hook and Ladder, de Carrollton.

PIONEER NO. 1.

Officiers : Président, F. Leidesheimer ; vice président, J. Malsam ; secrétaire, L. Englander ; assistant secrétaire, F. Doer ; trésorier, C. Schopp ; foreman, John Gartakamp ; premier assistant, George Powell ; marshal, T. Monio.

Cette compagnie était représentée par cent vigoureux jeunes gens, marchant d'un pas élastique aux accords d'une fanfare. La pompe, traînée par quatre chevaux gris, était ornée avec goût et poli comme une glace de Venise.

Un beau bouquet présenté par Mlle Lena Schopp garnissait le sommet de la cheminée.

Une délégation de Jefferson No. 22 et de Carrollton No. 1 suivait la Compagnie.

PROTECTOR NO 2.

Officiers ; président, J. C. Beach ; vice-président, R. W. Young ; secrétaire, L. Commier ; secrétaire de finance, E. Livandais ; trésorier, J. Cox ; foreman, W. Cooney ; premier assistant, D. Wicker ; second assistant, L. Ditch ; steward, J. Ribner ; ingénieur, B. Burat ; gardien, F. Friers ; marshal, J. O. Landry ; aides, Henry Sherman et Charles Labourgne.

Le puissant appareil de cette compagnie était traîné par quatre chevaux gris et littéralement couvert de fleurs. On pouvait admirer plusieurs pièces d'orfévrerie étalées sur un comptoir, qui sont des témoignages d'autant de victoires remportées par la compagnie.

Quatre vingts hommes agiles, s'avançaient d'un pas alerte en supportant les vertes, les fleurs et autres décorations du 12ème régiment d'infanterie des Etats-Unis.

YOUNG AMERICA NO. 3.

Officiers : Président, J. A. Fail ; vice président, P. Rochu ; secrétaire, J. Portedorf ; trésorier, M. Nulhan ; foreman, F. Geis ; premier assistant, J. Gutterriemer ; second assistant, J. Botts ; marshal, J. E. Guillotte ; aide, E. Lee.

Quatre vingt dix membres portaient les couleurs et étaient suivis par une délégation de "Irad Ferry No 12" et de l'Indépendant No 2" de Carrollton.

La procession, après avoir suivi l'itinéraire indiqué, s'est dispersée vers trois heures de l'après midi, et les vaillants pompiers se sont rendus à différentes salles où des amis avaient fait les préparatifs nécessaires pour les régaler.

Nous leur souhaitons une prospérité constante.

TEMPERATURE.—31 mars 1876.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Farenheit.	Centigrade
6 du matin.....	56	8
Midi.....	67	9
3 P. M.....	67	9
6 P. M.....	65	8

LE SECOND

"La fortune veut que l'on se hâte"

TIRAGE D'OR

"Avec des sous on bâtit des palais"

A LIEU

"Ne négligez jamais les petites choses"

SAMEDI, 29 AVRIL

"La fortune est inconstante"

GROS LOT $100,000

"Fiez-vous toujours à la chance."

—M. Koehlin-Schwartz, conseiller-général de Belfort, avait remis à M. Thiers, au nom d'un grand nombre d'habitants du territoire une pétition qu'on lui demande d'opter pour la représentation de Belfort au Sénat. Voici un passage de cette pétition :

Si, en ce moment, vous renonciez à votre siége au Sénat, vous laisseriez notre territoire à la merci, qui, encore dans l'ivresse de son triomphe, enlèverait de haute lutte, et, par des moyens dont nous ne lui envions pas le secret, l'élection d'un de ses plus fervents adeptes. Alors, nous, enfants de Kahn, à New-York, sur la cause et la guérison du doctrinarisme, indiquant comment on peut, infailliblement, recouvrer la santé, présentant, pendant les obsèques au mariage, donnant le traitement de la faiblesse du corps et de l'esprit qui provient des nerfs. L'ouvrage est le fruit d'une grande expérience. Prix, 25 cents. S'adresser à l'auteur, le Dr L. J. KAHN, tout le cabinet et la résidence sont au No 51 East 10th street, New-York. 1avril—6m

Avis Important.

A. BONNET

65.....RUE ROYALE.....65

FAIT savoir à ses clients et au public, que pour cause de changement d'affaires il vendra tout son stock de BIJOUTERIE au-dessous du prix coûtant.

Les montres de diamants et les réparations de bijoux et de montres seront faites à prix réduit. Il entend remercier ses clients en leur offrant à chacun un bargain.

16 mars—1m.

Propositions cachetées.

DES propositions cachetées seront reçues par l'administrateur des améliorations, jusqu'à LUNDI, 3 avril 1876, pour la réparation d'une des roues de la machine à dessécher de la rue Bienville, d'après le cahier des charges déposé aux bureaux du voyer de la ville.

E. A. BURKE,
Administrateur

Nouvelle-Orléans, 31 mars 76.
31 mars—2 f—T. d. c.

Jardinier.

LE soussigné, jardinier-gazuiste-pépiniériste venant d'arriver de France, désirerait trouver à employer en cette qualité soit dans une maison particulière ou sous les ordres d'un maraîcher. Il s'entend aussi à soigner les vignes et les vaches. S'adresser à la pension française rue Dumaine No 10.

Il fera la campagne si on le désire.

30mars—8f CLEMENT GUERIN.

AU PROGRES.

ERNEST CABAUD,

Au No 68 de la rue Royale,
MANUFACTURES DE CHAUSSURES
EN GROS ET EN DETAIL.

Victoires remportées à la dernière EXPOSITION,

MEDAILLE DA HONNEUR POUR LA CHAUSSURE LA PLUS ELEGANTE.—DIPLOME POUR LA MEILLEURE FABRICATION DE CHAUSSURES DES SEXES.—DIPLOME POUR LA MEILLEURE MACHINE A PIQUER LA CHAUSSURE.

PAR le moyen de cette nouvelle machine, Mr CABAUD peut donc fabriquer des Bottes, Bottines et Souliers et le met à même de remplir ses ordres rapidement à des prix réduits.

Ordres à dessein un peu de chaque marquin, un peu de veau, $4 50.
Guêtres nues, en marquin, un peau. $4 50.
Bottes et Souliers de toute les genres au plus bas prix possible.

L'établissement s'emploie que la peau de veau et le marquin français de la meilleure qualité.

MAGASIN DE GROS ET DETAIL.
No. 68 rue ROYALE.
13 mars—1an

AVIS.

UN bénéfice de $1250 sur un placements de $2425.—Un de nos clients achète 1 spread sur 100 actions du N. Y. Central ; "put" à 106 et "call" à 108 ; achetait les 100 actions contre le "put" à 107, actions qui se vendirent à 114 ; le même jour, même prix, 100 actions "called" à 108 ; réalisant un bénéfice de $1250. Cette opération, peu risquée, répétée tous les mois de l'année. $10, $25, $50, $100, $1000 rapporteront autant pour le montant placé. Achat et vente d'or, d'actions, de coton et de tabac sur commission. Avances sur consignations. Listes de prix et circulaires gratis.

Charles Smedley & Co.,
Banquiers et Courtiers.
40 Broad St., New-York, près des Bourses d'or et de changes.
P. O. Box 3774. 19fév—mAvis avr.

Chaîne perdue,

PERDU, hier matin, en passant par les rues Dauphine, Villeré, le Marché Trémé, Orléans, Claiborne, ste. Anné et Derbigny à Dumaine une CHAINE en or avec médaillon, clé et médaillon. Quiconque la rapportera à la Pharmacie coin Dumaine et Derbigny, recevra une récompense libérale. 27 mars—

—Le *Tiempo* calcule que la guerre civile a coûté à l'Espagne 8 milliards de réaux environ (plus de 2 milliards de francs).

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le ports est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer de montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

EDITION HEBDOMADAIRE DE *L'ABEILLE*

Nous publions régulièrement, le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières,—littéraires, politiques et autres,—qui ont paru, pendant la semaine, dans *l'Abeille* quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours, on qui désirent tenir leurs amis ou correspondants européens au courant des affaires de la Louisiane. Nous la vendons sous bande dans nos bureaux à raison de 10 cts. le numéro.

La meilleure loterie du monde.
Le meilleur plan qui ait jamais été imaginé
Chances sans pareilles
Chances sans pareilles
Pour faire fortune
Pour faire fortune
Grand tirage d'or
Grand tirage d'or
Samedi, 29 avril
Samedi, 29 avril.

—63—

Prédispositions aux maladies d'infection.—Les personnes dont le sang est leger, la digestion faible et le foie lourd, sont très disposées aux attaques de maladies d'infection. Le plus petit accident de température, dans de telles conditions, infecte un système qui, autrement en bonne santé, résisterait aux atteintes miasmatiques. Le seul moyen d'y échapper, dans les localités où la maladie d'infection règne, est de donner du ton, du nerf au système et de le régler en améliorant les organes digestifs, en enrichissant le sang et en donnant un mouvement accéléré à la sécrétion biliaire. Rien ne peut assurer ces resultats si effectivement que les " Hostetter Stomach Bitters," qui une longue expérience fait regarder avec raison comme la plus sure sauvegarde contre la fièvres, les fièvres et autres désordres d'un même genre et aussi comme le meilleur remède. Les " Bitters" sont en outre un excellent fortifiant pour les organes urinaires, et un actif dégueratif éliminant du sang ces impuretés acres qui engendrent les rhumatismes.

Termes libraux à tous.

AVANTAGES SPECIAUX

—AUX—

Acheteurs qui payent comptant.

30mars—1temPP

WALLACE, CARY & CO

Importateurs et détaillants

—DE—

MARCHANDISES SÈCHES

ETRANGÈRES

—ET DU—

PAYS.

APPELLENT l'attention du commerce sur leur assortiment reste et complet de

MARCHANDISES SÈCHES,

ETOFFES A ROBES,

BONNETERIE, ET

NOTIONS.

que nous recevons par chaque steamer et bâtaux.

Termes libraux à tous.

AVANTAGES SPECIAUX

—AUX—

Acheteurs qui payent comptant.

30mars—1temPP

Dissolution.

LA société ci-devant existant entre nous sous la raison sociale Wallace, Cary & Co., dans le but de faire des affaires en marchandises sèches en gros à la Nouvelle Orléans et sont situés à l'ancien local de la maison Wallace & Co., coin Commune et Magnolia.

DAVID WALLACE,
GEO. W. CARY
JAMES WALLACE.
26mars—

Nouvelle-Orléans, 22 Mars 1876.

FORMATION de SOCIETE.—Les soussignés ont ce jour formé une société sous la raison sociale Wallace, C